



Vœux 2021

Denis Dessus, Président du Conseil national

14/01/2021

Merci à tous d'avoir été aussi nombreux à vous être inscrits à ces vœux 2021, pas très festifs certes, mais que nous avons souhaité utiles.

C'est difficile de ne pas évoquer ce que nous venons de vivre en 2020.

Un premier message qui me semble essentiel : **Non la culture n'est pas à l'arrêt. Les architectes travaillent et ils en sont un pan essentiel, car ils façonnent notre patrimoine d'aujourd'hui et de demain, ils militent, imaginent et œuvrent pour un monde meilleur.**

Nous n'avons cessé d'apporter notre réflexion et des solutions pour cela.

Nous avons réussi pendant le confinement à fédérer des dizaines d'organisations et d'associations pour créer le Livre Blanc 2.0, première université permanente et en ligne de l'architecture et du cadre de vie.

Les agences se sont mobilisées aux côtés des acteurs nationaux et territoriaux de l'architecture pour diffuser la culture architecturale auprès du public lors des Journées nationales de l'Architecture. Et nous espérons que la biennale des maisons d'Architecture qui n'a pu se tenir en 2020 sera reprogrammée cette année.

Je tiens également en préambule, à féliciter les salariés et les élus de l'Ordre qui se sont investis totalement pendant le premier confinement pour maintenir la continuité du service public et apporter des réponses et des outils aux architectes et à leurs clients maîtres d'ouvrage. Le secteur du BTP dans son ensemble a su gérer la crise et a fait preuve de souplesse et de responsabilité pour reprendre au plus vite et au mieux l'activité.

Nous nous sommes battus pour limiter les conséquences de la crise, garantir la sécurité sur les chantiers et proposer les mesures de relance économique adaptées. Nous avons été consultés, écoutés, mais nombre de propositions n'ont pas été encore suivies d'effet.

Nous demandons ainsi depuis mars dernier le maintien de l'action publique et l'autorisation du dépôt numérique des autorisations d'urbanisme, cela n'est toujours pas opérationnel alors que cela permettrait d'accélérer les instructions.

Nous demandons une campagne de diagnostics architecturaux de tous nos bâtiments publics, préalable indispensable pour programmer, établir des priorités vers les bâtiments les plus dégradés, concevoir puis de mettre en œuvre les travaux nécessaires, avec le plus d'effet sur la transition écologique en adaptant nos services publics aux nouveaux outils et modes de travail du « monde d'après ». Cette campagne de diagnostic global serait une vraie mesure utile, qui donnerait du travail immédiatement à la maîtrise d'œuvre et constituerait le socle d'une rénovation qualitative et durable.

Un plan de relance s'appuyant sur la rénovation, c'est bien, mais il faut en finir avec la rénovation dite « énergétique ». Envelopper de polystyrène nos bâtiments n'est pas une panacée ni une bonne solution écologique.

Nous ne devons pas, sous le seul prétexte économique, ou pour se rassurer du spectacle des grues, accepter des travaux coûteux, mais médiocres dans leur bilan social, environnemental et patrimonial. Les financements des travaux du plan de relance doivent être conditionnés par une exigence architecturale, sociologique, écologique et fonctionnelle, avec des procédures vertueuses de dévolution de la commande.

Un exemple, le seul volet bâtiment du Ségur de la Santé est une dotation pour la rénovation énergétique des EHPAD. N'y a-t-il pas d'autre urgence sur ces établissements dont nous réclamons depuis plus de 9 mois qu'ils soient adaptés aux risques épidémiques ?

Qu'attend-on pour intervenir sur les ventilations et l'organisation spatiale avant que le virus s'installe ?

Qu'attend-on pour intervenir de la même façon sur les lieux de culture, musées, salles de spectacle, et tous les lieux recevant du public, pour faciliter leur réouverture et leur utilisation sereine ?

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. **Adapter nos bâtiments au risque épidémique et aux nouveaux modes de vivre et travailler, doit être une priorité politique.**

Pour être satisfaisante, la rénovation d'un logement ne peut se limiter à l'intervention sur un élément constructif. La logique d'aide financière par élément est contreproductive car elle induit des travaux parfois inefficaces, voire sources de sinistres. Concevoir une rénovation est tout aussi complexe que concevoir une construction neuve, car cela nécessite une compréhension du bâtiment et des usages, un véritable projet cohérent intégrant tous les paramètres, et le contrôle de la bonne exécution des travaux. **Dans l'intérêt des usagers, la maîtrise d'œuvre professionnelle doit avoir tout son rôle dans la rénovation et son coût doit être pleinement intégré dans les financements aidés.**

Nous avons publié hier les résultats de l'enquête sur l'activité 2020 des agences d'architecture et le prévisionnel 2021, lancée par l'ordre, l'UNSA, le SA, la MAF en liaison avec le ministère de la culture. Cela complète le dernier Archigraphie qui donne une vision sociale, démographique, économique de la profession.

Je vous renvoie à notre site Internet pour les résultats et l'analyse mais vous en connaissez tous le contenu.

2020 sera une très mauvaise année économique pour la majorité d'entre nous, 2021 le sera encore pour nos 25 000 entreprises qui représentaient avant la crise 6 milliards de CA et qui génèrent 60 milliards de CA chez les entreprises du BTP. Nous allons perdre au moins 20% de chiffre d'affaire, avec de lourdes conséquences.

Les crises génèrent des mutations, et il nous faut donc toujours nous adapter aux évolutions de notre environnement, et passer ce cap difficile avant une reprise d'activité que nous attendons tous.

La profession d'architecte est souple et réactive, elle sait s'adapter en permanence aux évolutions législatives et réglementaires. Chaque fois que nous prenons notre crayon, nous

devons intégrer 7 ou 8000 normes et règlements pour rendre possible une construction ou une rénovation. Cette évolution permanente de la profession, l'institution ordinaire l'aide, l'oriente et l'accompagne.

Nous associons l'ensemble de la profession à la réflexion, et je relèverai deux études dont nous sommes partenaires, que nous lançons maintenant, et pour lesquelles nous allons consulter les architectes.

La première, avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de la Culture et l'AFEX, dont les recommandations sont attendues pour le printemps, concerne l'international et a pour objectif de renforcer l'accompagnement des agences qui s'exportent ou souhaitent le faire.

La seconde, conduite par l'association Bâtiment Santé Plus avec le soutien de l'ADEME et du ministère de la Culture, devrait nous permettre de disposer rapidement de pistes pour répondre aux enjeux de la santé dans les bâtiments. Vous serez là aussi, très vite informés de ses propositions.

Les **écoles nationales supérieures d'architecture** viennent d'être réformées, et il faut apporter les corrections nécessaires à cette réforme pour l'atteinte des objectifs. En effet, les ENSA doivent réaliser la gageure de maintenir l'excellence et l'adaptation permanente de la pédagogie aux besoins de la société, avec des budgets parmi les plus faibles de l'enseignement supérieur.

Quels sont les leviers de développement de nos entreprises d'architecture ?

Le marché de la rénovation, notamment chez les particuliers, ne subit pas la crise.

L'arrivée de nouvelles réglementations, comme la RE 2020 en 2021, constituera une opportunité pour les premiers formés et opérationnels.

Avec le ministère de l'écologie et Emmanuelle Wargon nous avons signé **le pacte de relance de la construction durable, car nous avons et nous aurons aussi besoin de construire.** Nous bénéficions pour cela des centaines de milliers d'hectares de zones artisanales et commerciales obsolètes qu'il faut enrichir de nouvelles fonctions, planter, paysager...

Nous devons adapter l'habitat et la ville au vieillissement de la population, à l'accessibilité universelle et à l'accueil des plus démunis car les conséquences sociales de la crise vont être lourdes.

Fin 2021 et en 2022, les nouvelles équipes au sein des collectivités seront en capacité de lancer de nouveaux programmes.

Le secteur de la maîtrise d'œuvre, et particulièrement de l'architecture, devrait alors pleinement profiter du rebond économique d'autant que la crise aura permis l'émergence de besoins nouveaux, comme la transformation de nos lieux de soins et de travail, le changement d'usage des locaux.

La société évolue de plus en plus vite, les bâtiments auront plusieurs vies. Tout ce que nous concevons aujourd'hui devra pouvoir être transformé et déconstruit.

Le mal logement reste endémique et **le besoin en logements neufs ou rénovés est plus prégnant que jamais**. De plus en plus de personnes recherchent une vie différente, désirent un habitat plus ouvert, plus sain et plus riche de fonctions et d'émotions. Pour répondre à ces nouvelles aspirations, l'urbanisme doit être repensé pour adapter notre société au changement climatique, lutter contre les effets des dérèglements écologiques, et rééquilibrer nos territoires. Il faut revitaliser nos campagnes par des réseaux efficaces et des services publics transformés.

Dans ce domaine aussi, **les architectes sont plus que jamais des ressources et des conseils indispensables pour aider les collectivités, à toutes les échelles de territoire, à développer une attractivité durable**.

C'est ce fameux monde d'après que nous devons imaginer aujourd'hui, en tenant compte de tous les enseignements de cette crise.

Je fais le vœu qu'il se construise dans le respect de la biodiversité, de la lutte contre le réchauffement climatique, pour le bien-être et la santé de tous, pour une ville et une vie adaptée à toutes les populations.